

bien triste ! Mais aussi pourquoi ont-ils voté contre les vœux de leurs électeurs ? Ils espèrent peut-être, en vertu du principe que les extrêmes se touchent, être réélus par acclamation. Vain espoir ! Les électeurs d'Ontario Nord et de la ville de Niagara sont là pour le prouver. L'hon. secrétaire provincial a été la première victime ; à l'époque, je crus devoir le plaindre, mais il est aujourd'hui hors de peine, et il a trouvé un autre comté qu'il saura garder, espérons-le. Malgré cela, les hon. messieurs comptent sur un grand triomphe dans les prochaines élections. Moi j'espère qu'un grand nombre de collèges électoraux feront sentir à leurs députés qu'on ne vote pas impunément l'abandon des droits et de la constitution d'un peuple. (Écoutez !) M. l'ORATEUR, dans ma carrière politique, j'ai été dix-neuf ans du côté de l'opposition, et j'y resterais encore bien plus longtemps pour soutenir les opinions que je viens d'exprimer. Je suis ici pour représenter un comté et non pour le tromper indignement. Si, sur une question de quelque importance, je n'avais pu exprimer l'opinion de mes électeurs, j'aurais renoncé à les représenter tant que je n'aurais pu avoir leur avis. Plusieurs membres ne savent-ils pas que leur conduite a été condamnée de la manière la plus formelle par les électeurs ? Et ce sont ces mêmes hommes qui se prennent d'une belle indignation lorsque nous demandons ici l'appel au peuple !

M. SCOBLE.—Faites-vous allusion à quelque membre du Haut-Canada ?

L'HON. J. S. MACDONALD—Non, si vous pensez que mon observation ne s'applique à aucun d'eux.

M. SCOBLE.—Je n'en connais aucun dans ce cas.

L'HON. J. S. MACDONALD—M. l'ORATEUR :—Sans vouloir faire de personnalités, il me semble voir vis-à-vis moi une foule de membres compris dans la catégorie que je viens de signaler. C'est, selon moi, une monstruosité de refuser l'appel au peuple dont on veut changer la constitution. Je suis heureux d'avoir l'occasion de voter pour cette motion. Elle est, selon moi, l'expression de notre dévouement au peuple. Jamais, depuis un quart de siècle, une question n'a demandé plus impérieusement cet appel. Il s'agit de changer notre constitution, on veut forcer la main au peuple en refusant de le consulter, il saura protester dans les élections

prochaines, et faire de tels exemples, que jamais dans la législature d'une colonie anglaise pareil attentat ne pourra se reproduire. (Applaudissements.)

M. T. R. FERGUSON.—Les hon. membres qui soutiennent cette motion ont réussi à donner aux débats une tournure singulière et vraiment amusante. L'hon. membre pour Peel est convaincu que sa motion est bien fondée et ainsi pense, j'en suis persuadé, l'hon. membre pour Ontario Nord, qui la seconde. Mais ces messieurs se placent à des points de vue très différents. L'hon. membre pour Peel a fait un long discours en faveur de la confédération, puis il a proposé l'appel au peuple, dans l'idée que le pays sanctionnerait le projet par une large majorité. Mais l'hon. membre pour Ontario Nord espère, en secondant la motion, qu'elle donnera le coup de mort au projet de confédération.

M. M. C. CAMERON—L'hon. membre se trompe. J'ai demandé simplement qu'on consultât le peuple, afin de savoir s'il ne préférerait pas une union législative.

M. T. R. FERGUSON—J'en demande pardon à l'hon. monsieur ; mais je ne crois pas que tel ait été son but en secondant la motion. S'il n'a pas voulu faire rejeter le projet, son langage devient inintelligible. Je suis rarement d'accord avec l'hon. président du conseil ; mais je crois qu'il a parfaitement signalé la contradiction. L'hon. membre pour Peel veut l'appel au peuple qui, selon lui, se prononcera en faveur du projet et d'une nouvelle nationalité. L'hon. membre pour Ontario Nord ne veut ni du projet ni de la nouvelle nationalité, et il espère que l'appel au peuple mettra fin à ces deux tentatives. L'hon. membre pour Peel demande une dissolution du parlement afin d'avoir, dans une élection générale, l'expression constitutionnelle de la volonté du peuple. Pour ma part, je doute fort qu'une élection générale ait ce résultat. Nous aurons encore la lutte du parti conservateur et du parti réformiste, les questions locales interviendront, et la vérité aura peine à se faire jour. Mon hon. ami pour Ontario Nord demande l'appel direct au peuple. Ce serait peut-être un bon moyen s'il n'était pas tout à fait inconstitutionnel ; on obtiendrait ainsi l'expression de l'opinion publique. (Écoutez !) L'hon. membre pour Peel est certainement un des hommes les plus distingués de cette chambre. Je dois avouer, toutefois, qu'il n'y